

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-developpements-de-l-entree-du-Venezuela-dans-le-Marche-Commun-du-Sud-Mercosur>

Les développements de l'entrée du Venezuela dans le Marché Commun du Sud (Mercosur)

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - MERCOSUR -
Date de mise en ligne : lundi 30 juillet 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

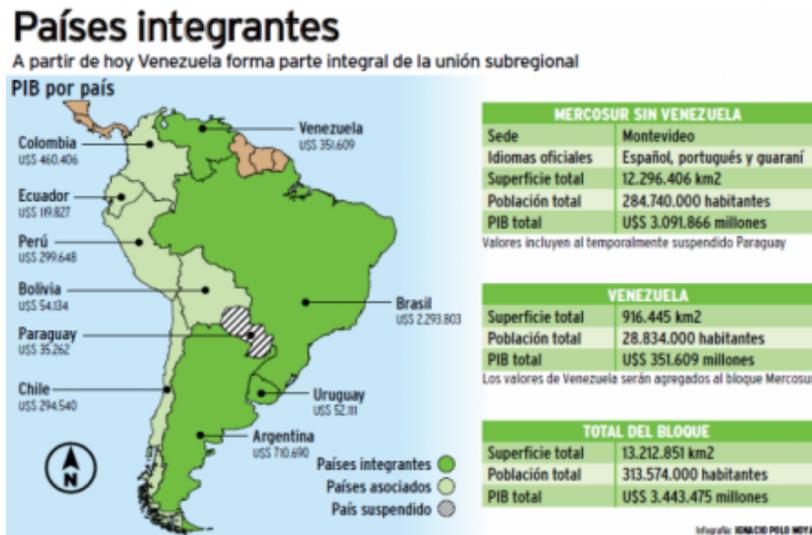
De manière générale, c'est aux alentours de 2003 que s'est opérée une inflexion dans l'orientation politique des gouvernements d'Amérique du Sud. Les mesures principales furent liées à la déconstruction des asymétries régionales, à une insertion internationale plus souveraine et au renforcement de la participation des mouvements sociaux.

C'est cette année-là que le gouvernement brésilien annonça le Programme de Substitution Compétitive des Importations (PSCI). Quelques mois plus tard fut annoncé la création du Fonds de Convergence Structurelle du MERCOSUR (FOCEM). Les Accords de Complémentarité Économique entre les pays membres du MERCOSUR et de la Communauté Andine des Nations (CAN) s'intensifièrent, permettant le surgissement de la Communauté Sud-Américaine des Nations (CASA), créée lors du III^{ème} sommet des Présidents Sud-Américains à Cuzco, en 2004. Ultérieurement, lors du 1^{er} Sommet Énergétique Sud-Américain dans l'île de Margarita, au Venezuela, en 2007, cette institution fut rebaptisée Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR). Celle-ci naquit avec l'objectif d'être un organisme ample, capable de promouvoir l'intégration non seulement du commerce, mais aussi de l'infrastructure, des finances, de la communication, des transports, de la matrice énergétique, du système éducatif, de la santé, des stratégies scientifiques et technologiques, avec pour membres la totalité des pays du sous-continent.

Parmi les principales conquêtes de l'UNASUR citons la création des Conseils de Défense Sud-Américain, Énergétique de l'Amérique du Sud et de l'Infrastructure et de la Planification, en plus du projet de la Nouvelle Architecture Financière Internationale (NAFR) qui a permis le rapprochement entre Banques Centrales, la Constitution de la Banque du Sud et qui s'est accompagnée d'efforts pour former un marché régional de titres publics. En outre, en 2010, lors de la Réunion des Chefs d'État de l'UNASUR à Buenos Aires, les présidents ont annoncé la création de la Communauté des États Latino-Américains et des Caraïbes (CELAC). La naissance de cette institution fut scellée en 2011 à Caracas, coïncidant avec la commémoration du Bicentenaire de la Déclaration de l'Indépendance vénézuélienne.

Pendant de nombreuses années l'Amérique Latine n'a pas conçu de projet propre, mais la dernière décennie, avec l'ascension de gouvernements progressistes, développementistes, populaires ou intégrationnistes, a rendu la situation favorable à la construction d'une dynamique intégratrice, basée sur la coopération, la solidarité, la complémentarité, le développement économique et la déconstruction des asymétries. Malgré les avancées importantes de l'UNASUR et les nouvelles initiatives qu'elle rend possibles, il reste fondamental d'affirmer le rôle du MERCOSUR comme projet d'union régionale et, principalement, comme stratégie de développement des pays sud-américains. Plus que l'aspect purement commercial, il doit incarner une proposition commune de développement. Sur ce point un des éléments les plus significatifs est l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUR ce 31 juillet 2012.

Avec l'adhésion de ce pays des Caraïbes, le PIB du MERCOSUR totalise en effet près de 3,2 trillions de US\$, soit les 75% du total de l'Amérique du Sud. La population des pays membres augmente à 272 millions, soit 70% du total régional. Le bloc devient un des producteurs mondiaux les plus importants d'énergie, d'aliments et de produits manufacturés. Le Venezuela possède d'autres avantages comparatifs, liés à ses immenses réserves de minerai, d'eau potable et de biodiversité, qui lui assurent un rôle croissant dans le scénario mondial. En outre le pays bénéficie d'une position géographique spéciale, relativement beaucoup plus ouverte aux flux internationaux du commerce de l'Hémisphère Nord.



A la suite de la crise mondiale et de la chute des prix du pétrole, l'économie vénézuélienne a achevé 2010 avec le quatrième plus grand PIB d'Amérique du Sud, derrière le Brésil, l'Argentine et la Colombie. En 2009, il avait accumulé le deuxième PIB le plus grand, dépassé seulement par le Brésil. La population vénézuélienne, physiquement et culturellement très proche de celle du Brésil, frôle les 29 millions d'habitants sur un territoire de 916 mil km². Le pays est traversé par la Cordillère des Andes, le Delta de l'Orénoque, la Forêt Amazonienne, à la frontière de la région nord du Brésil.

Selon le rapport annuel de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), diffusé en juillet 2011, le Venezuela possédait, à la fin de 2010, une réserve certifiée de plus de 250 milliards de barils, dépassant l'Arabie Saoudite. Les réserves vénézuéliennes ont triplé dans les cinq dernières années et ont atteint près de 20% du total mondial. Le résultat est lié aux récentes découvertes de la Frange Pétrolifère de l'Orénoque. Depuis 2010, les entreprises multinationales ont également découvert d'immenses champs de gaz dans la frange gazifère de la Côte Caraïbe du Venezuela. Le rapport Statistique de l'Énergie 2011 de la British Petroleum, signale que le pays détient la huitième plus grande réserve de gaz de la planète. Ces récentes découvertes renforcent l'idée de constituer une Organisation des Pays Exportateurs de Gaz (OPEG) et fortifient les articulations pour la construction du Gazoduc du Sud qui connectera le sous-continent du Venezuela jusqu'à l'Argentine.

Dans le nord du Venezuela, les plus grandes concentrations de minerai sont celles de nickel, charbon, zinc, argent, cuivre, chrome, plomb et silices. Au sud, les gisements se localisent dans la région stratégique de La Guyane, zone industrielle où se trouvent les entreprises basiques de la Corporation Vénézuélienne de la Guyane (CVG). Cette région, traversée par les fleuves Orénoque et Caroní, possède près de 600 kilomètres de frontière avec le Brésil. Autour de l'axe qui relie les villes de Puerto Ordaz à Santa Elena de Uairén se concentrent principalement les réserves de bauxite, de minerai de fer, de diamant, d'or, de baryte, de caolin et de manganèse. Selon le Ministère des Industries Basiques et Minières du Venezuela (MIBAM), il existe aussi des gisements, bien que peu qualifiés et en quantité indéfinie, de minerais tels que le graphite, le titane, le cobalt, le platine, le tungstène, le mercure, la dolomite, la magnésite, l'étain, et la fluorite, le mica, le vanadium, la bentonite, la cyanite, le bismuth, la colombite et l'asbeste, entre autres. Il y a une ample marge pour les activités des entreprises sud-américaines dans ce pays, tant dans l'exploitation que dans le traitement de ces matières premières.

« Semer le pétrole » et économie productive

L'activité pétrolière du Venezuela a commencé durant la deuxième décennie du siècle dernier dans la région du Lac de Maracaibo, État du Zulia. Depuis lors le pétrole s'est transformé en moteur principal de l'économie du pays ainsi que des transformations politiques et sociales. Selon l'économiste et poète vénézuélien Orlando Araujo (2006, p.

24), le boom de l'économie pétrolière vers la troisième décennie du 20^{ème} siècle a coïncidé, entre deux guerres mondiales, avec la crise internationale la plus violente qui a secoué le système capitaliste au cours du 20^{ème} siècle ; et sur le plan national, avec la faiblesse séculaire de l'économie agricole héritée du XIX^{ème} siècle. Le pétrole est apparu ainsi, comme une irruption brutale et providentielle, comme le coup de baguette magique heureux, comme un cadeau divin, manne jaillie des entrailles de la terre pour une tribu sur le point de mourir de faim et à l'aube d'un désastre économique mondial.

Dans la répartition des exportations du Venezuela, le pétrole est passé de 0,9% en 1908 à 76,6% en 1928. Les exportations de café ont chuté de 72,3% à 13,7%, et celles du cacao de 10,1% à 4,4%. En 1948, les ventes de pétrole et de ses produits dérivés avaient déjà atteint le niveau actuel, impressionnant, de 95,9% de toute l'exportation vénézuélienne. L'accès croissant aux pétrodollars et la facilité permanente de l'importation découragea le développement d'autres activités productives internes, comme l'activité minière de l'or, du fer et de l'agriculture. Les ventes de café et de cacao continuèrent de baisser jusqu'à atteindre 2,0% et 1,4% du total respectivement. Entre 1928 et 1970, durant plus de quatre décennies, le pays occupa la position de plus grand exportateur mondial de pétrole.

En plus de marquer une division des eaux dans l'histoire vénézuélienne, la dynamique pétrolière a engendré une des principales caractéristiques de l'économie du pays - la surévaluation de la monnaie nationale, le Bolívar. Au long des décennies ce phénomène a fouetté les importations tout en freinant les exportations, décourageant le développement des activités productives internes. Cette situation historique explique la relative fragilité de l'industrie et de l'agriculture du Venezuela. En analysant la politique économique vénézuélienne, on note que le plus grand défi historique, qui a échoué de manière répétée, a été de consacrer efficacement les ressources du pétrole dans un processus de diversification productive. Cette politique fut baptisée "Semer le pétrole" (1).

Actuellement, plus de 95% des exportations vénézuéliennes se concentrent sous le code 27 de la Nomenclature Commune du MERCOSUR (NCM), qui inclut des minerais combustibles, des huiles minérales et les produits de leur distillation, des matières bitumineuses et des cires minérales. Près de 80% des ventes vont vers les États-Unis, la Chine, l'Inde, Singapour, l'Équateur, l'Espagne, la Hollande et quelques îles des Caraïbes. Le Brésil, pour sa part, représente moins d'1% des exportations vénézuéliennes de pétrole.

Pour un pays pétrolier qui veut avancer sur la voie du développement économique, le contrôle du taux de change a été crucial. Après la fuite des capitaux qui a suivi le coup d'État de 2002 et le sabotage des gérants de PDVSA (Entreprise du Pétrole du Venezuela), le Venezuela adopta à la fin de la même année le change fixe, établissant le taux de 1600 Bs. par dollar. Un an plus tard, le taux passa à 1920 Bs./dollar et en 2005 à 2150 Bs/dollar. En 2007, avec l'élimination de trois zéros du Bolívar, le taux officiel fut fixé à 2,15 Bs. A travers la Commission de l'Administration des Devises (CADIVI), le gouvernement a augmenté le contrôle sur le dollar, privilégiant les importations de "produits prioritaires" comme les aliments, les biens de capitaux, technologie, revenus familiaux, transactions diplomatiques et dépenses gouvernementales.

Les produits considérés comme non prioritaires ne bénéficient pas de l'accès garanti aux dollars de CADIVI, et sont importés souvent à travers d'autres mécanismes et avec des taxes qui atteignaient 8,5 Bolivars par dollar. Même de cette manière les données du Ministère du Commerce démontrent que le commerce binational a augmenté de 430% entre 2003 et 2010. Jusqu'à aujourd'hui plus de 60% des exportations brésiliennes vers le Venezuela sont des "produits prioritaires".

Durant la crise internationale de 2009, le Venezuela a ressenti la forte chute des prix du pétrole. Après deux ans sans modification de taux, le gouvernement annonça la création de deux taux : l'un à 2,60 Bs. pour l'importation de "produits prioritaires" et l'autre de 4,30 Bs. pour les autres achats. D'un côté la mesure a eu pour effet de contenir l'inflation, de l'autre elle a augmenté la quantité de ressources pour le gouvernement : chaque pétrodollar pour

Les développements de l'entrée du Venezuela dans le Marché Commun du Sud (Mercosur)

l'usage du gouvernement fut converti à 4,30 Bolivars, multipliant l'effet positif sur les budgets publics. En 2010, ce double taux de change fut éliminé au profit d'un taux unique de 4,30 Bolivars. Le succès de ces initiatives dépendra de plus en plus de l'efficacité de mesures complémentaires comme l'élargissement du crédit, l'augmentation du salaire réel, la stimulation de la production nationale et l'efficacité de CADIVI.

Dans cet effort de "semmer le pétrole" au Venezuela, les principaux mécanismes utilisés pour surmonter l'économie rentière et pour promouvoir la diversification économique furent (entre autres) :

1) Le retour de l'entreprise PDVSA sous contrôle de l'État. Depuis sa création en 1976 l'entreprise a fonctionné comme un État dans l'État. Cette première mesure a rendu possible en grande partie l'application des autres actions ;

2) Le contrôle du change, des capitaux et des prix, qui se sont révélés efficaces pour freiner la détérioration de la monnaie nationale et la fuite des capitaux, que ce soit à travers la spéculation internationale sur le bolivar, des revenus de profits à l'extérieur ou d'importations superflues ;

3) La nationalisation, à travers le paiement d'indemnités, d'entreprises stratégiques dans les secteurs des communications, de l'électricité, de l'alimentation et de la construction, ainsi que d'institutions financières ;

et 4) La réforme de la Loi de La Banque Centrale du Venezuela, qui a établi un plafond annuel pour les réserves internationales ; les valeurs qui dépassent ce plafond doivent être transférés au Fonds de Développement National, le FONDEN, dont l'objectif est de financer des secteurs comme les industries lourdes, les industries de transformation, l'agriculture, la pétrochimie, le gaz, l'infrastructure, les transports et le logement, entre autres. Depuis sa création en 2005, ont été versés au FONDEN, rien que par la compagnie nationale du pétrole PDVSA, près de 21,8 billions de dollars (Chávez, 2009, p.23).

Ces dernières années ont vu de grands progrès dans le processus d'intégration binationale Venezuela/Brésil. Accords noués entre des organismes vénézuéliens et brésiliens comme La Caisse Economique Fédérale (CEF), l'Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole (EMBRAPA), l'Agence Brésilienne de Développement Industriel (ABDI), l'Association Brésilienne d'Industrie des Machines et Équipements (ABIMAQ), la Superintendance de la Zone Franche de Manaus (SUFRAMA), l'Institut Nacional de Métrologie, Qualité et Technologie (INMETRO), l'Institut du Coeur (INCOR), entre autres.

En 2010, les présidents Lula et Chávez annoncèrent leur intention de créer des liens de coopération entre l'Institut de recherche Économique Appliquée (IPEA) et des institutions vénézuéliennes. Le ministre Samuel Pinheiro Guimarães, alors responsable du Secrétariat des Affaires Stratégiques (SAE), structure à laquelle l'IPEA était subordonné, a eu un rôle important dans cet accord. L'Institut inaugura son premier bureau de représentation à l'extérieur avec un siège au Ministère de l'Énergie et du Pétrole du Venezuela (MENPET) et à Petróleos de Venezuela (PDVSA). Actuellement des techniciens et des spécialistes brésiliens contribuent à la planification territoriale du développement des régions de la Frange Pétrolifère de l'Orénoque, zone certifiée comme la plus riche en pétrole du monde, et de la Zone Gazifère de l'État de Sucre.

Bien que la région du nord brésilien possède un des plus hauts indices de croissance économique et démographique du Brésil, elle n'est que faiblement intégrée au reste du Brésil. De part et d'autre de la frontière se concentrent les états dotés des plus bas indices de Développement Humains (IDH) des deux pays. L'Amazonie étant une pièce-clé dans le processus d'intégration de l'Amérique du Sud, il convient de considérer les possibilités d'amplifier les travaux autour de l'axe Amazone-Orénoque. Cette région possède les plus grandes réserves pétrolières du monde, et autour de cet axe se trouvent aussi les entreprises basiques et les principaux gisements de bauxite, minerai de fer, or et

diamants du Venezuela. Les dernières années ont été marquées par de grandes avancées dans l'infrastructure énergétique (connexion du Barrage de Guri avec les lignes d'Eletronorte) et de communications (fibre optique de Caracas à Boa Vista et Manaus). Par cette zone passerait le méga-projet de Gazoduc du Sud, oeuvre fondamentale pour garantir la souveraineté énergétique sud-américaine. Actuellement le Groupe Frontalier Binational travaille à l'articulation des chaînes productives (Pôle Industriel de Manaus et Zone Franche de Puerto Ordáz, au Venezuela), à l'augmentation des échanges commerciaux entre les deux régions et au renforcement de l'infrastructure qui va de Manaus et Boa Vista (Brésil) jusqu'à Puerto Ordaz et Ciudad Bolívar, en passant par Pacaraima et Santa Elena de Uairén (Venezuela). Il est clair que c'est surtout à travers le nord du Brésil que le Venezuela entrera dans le Mercosur.

Ces dernières années les gouvernements du Brésil et du Venezuela, ainsi que les administrations de Roraima et de l'État vénézuélien de Bolívar, ont pris des initiatives pour dynamiser les relations commerciales, intensifier les flux d'investissements et promouvoir l'intégration productive du nord brésilien avec le sud vénézuélien. Il y a de grands potentiels en particulier dans les secteurs de la métallo-mécanique, de l'agroindustrie, la pétrochimie, l'automobile et l'industrie pharmaceutique. En novembre 2010 et en août 2011, le Ministère des Relations Extérieures (MRE), le Ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur (MDIC) et l'IPEA, entre autres organismes brésiliens et vénézuéliens, ont réalisé à Manaus et à Caracas respectivement, des séminaires pour débattre de l'intégration des régions du Nord du Brésil et du Sud du Venezuela.

Les relations entre le Brésil et le Venezuela ont atteint une phase particulière et un niveau très élevé qui ouvre d'innombrables perspectives, devenues plus favorables avec l'entrée du Venezuela dans le Mercosur. Peu de pays comptent autant d'importantes agences brésiliennes établies dans leurs capitales et dans les villes principales. En plus des progrès d'une vaste alliance du secteur public, s'intensifie l'agenda des projets engageant des entreprises privées brésiliennes au Venezuela telles qu'Odebrecht, OAS, Camargo Corrêa, Andrade Gutierrez, Queiroz Galvão, Braskem, AMBEV, Gerdau, Alcicla, Petrobras et Eletrobras, entre autres.

Les exportations brésiliennes vers le Venezuela étaient restées à un niveau relativement bas dans les années 80 jusqu'en 2003. Mais la forte croissance de l'économie vénézuélienne et la décision politique de traiter le Brésil comme un partenaire commercial préférentiel ont dopé les ventes brésiliennes vers le Venezuela. En 2003, les exportations du Brésil ont atteint 600 millions de dollars US. En 2008 déjà, ce montant avait été multiplié par neuf, dépassant 5,2 billions de dollars US. En 2009, même avec la diminution des exportations due à la crise internationale, les ventes brésiliennes au Venezuela ont atteint 3,6 billions de dollars, soit cinq fois plus qu'en 2003. En 2010, elles furent de 3,8 billions de dollars.

En 2003, les exportations brésiliennes vers le Venezuela représentèrent seulement 0,8% des ventes brésiliennes dans le monde. En août 2010, ce pourcentage fut de 1,5%. En 2009, le Brésil était déjà le deuxième plus grand exportateur d'automobiles et de pièces détachées vers le Venezuela, le troisième plus grand exportateur d'électro-électroniques, d'aliments et de machines et d'équipements et le sixième de produits pharmaceutiques. Il existe, malgré tout, une grande asymétrie dans ces relations commerciales, avec un fort excédent en faveur du Brésil.

Comprenant que l'avancée du processus d'intégration sud-américaine dépend de la déconstruction des asymétries entre les pays et de la complémentarité conséquente des chaînes productives régionales, la chancellerie brésilienne a contribué depuis 2003 à affronter ce scénario défavorable. Cette année-là le gouvernement brésilien a adopté le Programme de Substitution Compétitive d'Importations (PSCI) (2). Ce plan avait pour objectif d'impulser le commerce entre le Brésil et les autres pays sud-américains, en substituant, chaque fois que c'était possible et sur base de prix compétitifs, les importations brésiliennes depuis des marchés tiers par des importations provenant de voisins du sud.

En outre dans les dernières années sont nées ou ont pris un nouvel essor les structures tournées vers l'intégration qui prennent en compte les grandes asymétries. Dans ce cadre sont nés l'UNASUR, le Fonds de Convergence Structurelle (FOCEM) et, plus récemment, la Banque du Sud. Dans les années futures l'expansion du réseau d'infrastructures vénézuéliennes permettra au pays caraïbe de développer des liens forts avec le reste de l'Amérique du Sud. On sait que le futur ne dépend pas que des oeuvres humaines. Mais il existe des preuves suffisantes pour affirmer que la planification rationnelle et l'intervention humaine peuvent changer le destin dans l'espace et dans le temps. Il incombe aux penseurs d'aujourd'hui de contribuer à la construction du Mercosur de demain, car il n'y a plus de doutes quant à l'importance fondamentale de l'entrée du Venezuela dans le bloc régional.

(1) L'expression fut lancée par l'intellectuel vénézuélien Arturo Usler Pietri, en 1936. L'idée était de "convertir la richesse transitoire du pétrole en richesse permanente de la nation". Pour l'avocat vénézuélien Ramón Crazut (2006), il s'agit d'une "politique orientée à consacrer le gros des ressources obtenues à travers l'exploitation des hydrocarbures à des investissements vraiment productifs qui contribuent à la diversification de la production et des exportations, et nous rendent indépendants de la relative monoproduction et monoexportation d'hydrocarbures, situation qui confère à notre économie une haute vulnérabilité, vu le caractère épuisable de cette ressource extractive et ses continuelles fluctuations de prix".

(2) Samuel Pinheiro Guimarães (2008) affirme que "la compréhension brésilienne de la nécessité de récupération et renforcement industriels de ses voisins nous a mené à la négociation du Mécanisme d'Adaptation Compétitive avec l'Argentine, aux efforts de construction des chaînes productives régionales et à l'exécution du PSCI. L'objectif de celui-ci était de contribuer à la réduction des extrêmes et chroniques déficits commerciaux bilatéraux, quasi tous favorables au Brésil".

Traduction du portugais : Thierry Deronne

Bibliographie consultée :

- ▶ ALEM, Ana Claudia & CAVALCANTI, Carlos Eduardo. O BNDES e o Apoio Internacionalização das Empresas Brasileiras : Algumas Reflexões. Revista do BNDES, Rio de Janeiro, V. 12, n. 24, p. 43-76, Dez. 2005.
- ▶ ARAUJO, Orlando. La industrialización de Venezuela en el siglo XX. Plan de Publicaciones del Ministerio de Industrias Básicas y Minería (MIBAM), Caracas, 2006.
- ▶ BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz. "A integração da América do Sul como espaço geopolítico", Seminário sobre integração da América do Sul, Palácio Itamaraty, 23.07.09, Rio de Janeiro.
- ▶ CALIXTRE, André e BARROS, Pedro Silva. A integração sul-americana, além da circunstância : do Mercosul à Unasul In : Brasil em Desenvolvimento : Estado, Planejamento e Políticas Públicas, IPEA, 2010.
- ▶ CHÁVEZ, Hugo. Mensaje anual a la Nación del Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, Hugo Chávez, el 13 de enero de 2009 [Cadena nacional de radio y televisión].
- ▶ COSTA, Darc. Estratégias Nacional. A cooperação sul-americana como caminho para a inserção internacional do Brasil. LP&M Editores : Porto Alegre, 2003.
- ▶ CRAZUT, Ramón (2006). La siembra del petróleo como postulado fundamental de la política económica venezolana : esfuerzos, experiencias y frustraciones. Caracas : Universidad Central de Venezuela - Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico.

- ▶ FFRENCH-DAVIS, Ricardo ; MUÑOZ, Oscar & PALMA, José Gabriel. As economias latino-americanas, 1950-1990. História da América Latina, Volume VI, A América Latina após 1930. Edusp : São Paulo, 2009.
- ▶ GADELHA, Regina Maria Fonseca D'Aquino. Pensamento hegemônico versus emancipação : repensando a atualidade de Celso Furtado. Revista Pesquisa & Debate. v. 15, n. 26, pp. 209-224, São Paulo, 2004.
- ▶ GONÇALVES, Williams. Latinidade e Mundialização. In : COSTA, Darc. Mundo Latino e Mundialização. Mauad Editora Ltda : Rio de Janeiro, 2004
- ▶ GUIMARÃES, Samuel Pinheiro. O desafio da integração. O mundo multipolar e a integração sul-americana. Amersur : Buenos Aires, 2008.
- ▶ MEDEIROS, Carlos. Modelos alternativos para la integración sudamericana. In : Integración regional en América Latina : desafíos y oportunidades. Monografía de la Red del Instituto Virtual de la UNCTAD. Nova Iorque e Genebra, 2010.
- ▶ LIST, Friedrich. Sistema nacional de economia política. Editora Abril [Os Economistas], São Paulo, 1983.
- ▶ LOPES, Carlos. Empresas externas levam 33% dos recursos do BNDES para indústria, Jornal Hora do Povo, 18 de junho de 2009.
- ▶ PADULA, Raphael. Uma concepção de integração regional, papel da infraestrutura e ocupação dos espaços. In : COSTA, Darc (org). América do Sul. Integração e infraestrutura. Loco por ti, Rio de Janeiro, 2011. No prelo.
- ▶ PAIVA, Donizetti Leônidas de & BRAGA, Márcio Bobik. Integração econômica regional e desenvolvimento econômico : reflexões sobre a experiência Latino-Americana. X Encontro Nacional de Economia Política, 2005.
- ▶ PERÓN, Juan Domingo. La hora de los pueblos. Editorial El encuentro mágico : Buenos Aires, 1968.
- ▶ PINTO, Luiz Fernando Sanná e SEVERO, Luciano Wexell. O Sistema de Pagamentos em Moeda Local (SML) e suas potencialidades para o Mercosul. Boletim de Economia e Política Internacional, Brasília, Ipea, n. 5, dez. 2010.
- ▶ RODRÍGUEZ, Octavio. Teoria do subdesenvolvimento da CEPAL. Rio de Janeiro : Forense-Universitária, 1981.
- ▶ TAVARES, Maria da Conceição. Da substituição de importações ao capitalismo financeiro. Rio de Janeiro : Zahar Editores, 1976.
- **Luciano Wexell Severo.** Économiste brésilien formé à l'Université Pontificia Católica de São Paulo (PUC/SP), Severo est titulaire d'un Master et doctorant d'Économie Politique Internationale (PEPI) de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), chercheur de l'Institut de recherche Économique Appliquée (IPEA) au Brésil et professeur invité de l'Université Fédérale de l'Intégration Latino-Américaine (UNILA). Entre 2004 et 2005, Luciano Wexell Severo fut consultant de la Banque du Commerce Extérieur du Venezuela (Bancoex), puis, de 2005 a 2007, conseiller du Ministère des Industries Basiques de Minerai du Venezuela (Mibam). Entre 2008 et 2012, il a exercé les fonctions de Directeur Exécutif de La Chambre de Commerce et d'Industrie Brésil-Venezuela à Rio de Janeiro.

[VenezuelaInfo](#), Juillet 2012.